

## VD\_FINDINFO Décision / 2012 / 514 vom 29. Juni 2012

VD Tribunal cantonal, 2012-06-29, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd\\_findinfo\\_D\\_cision\\_\\_2012\\_\\_514](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_D_cision__2012__514)

FR: VD\_FINDINFO Décision / 2012 / 514 du 29 juin 2012

IT: VD\_FINDINFO Décision / 2012 / 514 del 29 giugno 2012

### Regeste

RETRAIT{VOIE DE DROIT}, RADIATION DU RÔLE | 94 al. 1 let. c LPA-VD

### Volltext

Vaud Tribunal cantonal Cour des assurances sociales 29.06.2012 Décision / 2012 / 514

RETRAIT{VOIE DE DROIT}, RADIATION DU RÔLE | 94 al. 1 let. c LPA-VD

TRIBUNAL CANTONAL ACH 52/12 - 92/2012 ZQ12.013142 COUR DES ASSURANCES SOCIALES \_\_\_\_\_

Décision du 29 juin 2012 \_\_\_\_\_ Présidence de M. Neu, juge unique Greffier : Mme Matile \*\*\*\*\* Cause pendante entre : E. \_\_\_\_\_, à Lausanne, recourante, et Service de l'emploi, Instance Juridique Chômage, à Lausanne, intimé. \_\_\_\_\_ Art. 94 al. 1 let. c LPA-VD Vu le recours adressé le 4 avril 2012 à la Cour des assurances sociales par E. \_\_\_\_\_ à l'encontre de la décision sur opposition prise le 5 mars 2012 par le Service de l'emploi, Instance Juridique Chômage, et confirmant la décision rendue le 1<sup>er</sup> décembre 2011 par la Division juridique des ORP, vu la réponse déposée le 26 avril 2012 par le Service de l'emploi, vu la déclaration de retrait du recours envoyée le 28 juin 2012 par la recourante à la Cour des assurances sociales; considérant qu'il y a lieu de rayer la cause du rôle par suite de retrait du recours, selon la procédure de l'art. 94 al. 1 let. c LPA-VD (loi vaudoise sur la procédure administrative ; RSV 173.36), qu'il n'y a pas lieu de percevoir des frais de justice ni d'allouer de dépens (art. 91 et 99 LPA-VD). Par ces motifs, le juge unique prononce : I. La cause est rayée du rôle par suite de retrait du recours. II. Il n'est pas perçu de frais judiciaires ni alloué de dépens. Le juge unique : La greffière : Du La décision qui précède est notifiée à : ■ Mme E. \_\_\_\_\_, ■ Service de l'emploi, Instance Juridique Chômage, ■ Secrétariat d'Etat à l'économie, par l'envoi de photocopies. La présente décision peut faire l'objet d'un recours en matière de droit public devant le Tribunal fédéral au sens des art. 82 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral ; RS 173.110), cas échéant d'un recours constitutionnel subsidiaire au sens des art. 113 ss LTF. Ces recours doivent être déposés devant le Tribunal fédéral (Schweizerhofquai 6, 6004 Lucerne) dans les trente jours qui suivent la présente notification (art. 100 al. 1 LTF). La greffière :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.